



DECISION N°007/2023/ARMP/CR/CRDS DU 28 SEPTEMBRE 2023

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGES SUR LE RECOURS DE L'ENTREPRISE
AFRICA GERMANY CONTRE LE MINISTERE DU PLAN ET DE LA
COOPERATION INTERNATIONALE**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics;

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le recours exercé par l'entreprise AFRICA GERMANY en date du 14 septembre 2023;

Vu les pièces du dossier.

[Handwritten signatures and initials in blue ink, including 'Fondo', 'SB', and 'SMB'. A small box with the number '1' is visible in the bottom right corner.]

Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation a donné sa voie à M.Holomo Koni KOUROUMA;
- 2- M.Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS;
- 3- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 4- M.Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 5- Mtre Basekou SHEK CONDE, membre du CRDS a donné sa voie à M.Moussa Iboun CONTE;
- 6- M.Holomo Koni KOUROUMA, membre du CRDS.
- 7- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS a donné sa voie à M.Moussa SANGARE;

Les parties :

Pour AFRICA GERMANY

- Mamoudou Condé, PDG de l'entreprise AFRICA GERMANY;
- Alain Loua , Ingénieur, chef de projet AFRICA GERMANY;

Pour le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale :

- Monsieur Paul Zogbélemou, PRMP du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale.

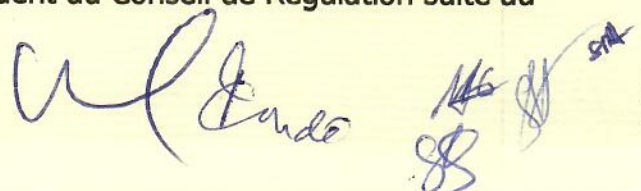
Pour la DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP):

Monsieur Almamy Malick Sylla, Chef de Division par intérim DAGAS à la DGCMP

Après en avoir examiné conformément à la Loi et aux principes généraux de la régulation,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties ;

En date du 14 Septembre 2023, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a été saisie par le Président du Conseil de Régulation suite au

The bottom of the page features several handwritten signatures in blue ink. On the left, a large signature appears to read 'M. Condé'. To its right, there are several smaller, more stylized signatures. Further right, there are blue ink stamps, including one that looks like 'M. S. S. S.' and another that is partially obscured. The overall appearance is that of a formal document with multiple approvals or signatures.

recours de l'entreprise AFRICA GERMANY contre le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale.

Le requérant intente un recours contre le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale suite d'une part à la décision de résiliation du marché n° 2018/204/1/1/2/1/2/029 relatif aux travaux de rénovation et le lancement d'une nouvelle procédure publiée dans le JAO n° 645 à sa page 19 d'autre part.

I- SUR LES FAITS ET PROCEDURES :

Dans le cadre des travaux d'extension et de renovation de l'ex Ministère de la Coopération Internationale, un appel d'offre restreint a été passé et le marché a été attribué à l'entreprise AFRICA GERMANY, le 26 décembre 2017, pour un coût total de 26 345 654 070 GNF/TTC et pour un délai d'exécution de 24 mois.

• **SUR LA RECEVABILITE**

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de services publics qui dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. »

Vu le code des marchés publics en son article 150 relatif à la saisine du Comité de Règlement des Différends et Sanctions (CRDS).

Considérant que AFRICA GERMANY est titulaire du marché n° 2018/204/1/1/2/1/2/029 relatif aux travaux de rénovation et d'extension de l'ex Ministère de la Coopération Internationale.

Considérant que AFRICA GERMANY a respecté les dispositions relatives au recours préalable ;

Considérant que l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est habilitée en application des dispositions de l'article 155 du Code des marchés publics à examiner ce recours ;

Il convient donc de déclarer le présent recours recevable.

The bottom right of the page features a large, stylized handwritten signature in blue ink. To the right of the signature are several circular and rectangular stamps, some containing text and others appearing to be official seals or marks. A small square box with the number '3' is visible in the bottom right corner.

II- EXAMEN DU LITIGE

II.1- LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS

• LES MOYENS EXPOSES PAR LE REQUERANT

Monsieur Mamoudou Condé, PDG de l'entreprise AFRICA GERMANY a déclaré que son entreprise a obtenu le marché suite à une procédure concurrentielle en 2018. Le changement institutionnel en 2019 qui a conduit au détachement de la coopération internationale du Ministère du Plan a eu des effets négatifs sur le démarrage des travaux. En 2020 les difficultés ont continué pour insuffisance de crédits les travaux n'ont pu démarrer.

Cependant nous avons eu par deux fois à constituer les cautions de bonne fin des travaux.

L'instabilité institutionnelle a négativement impacté le paiement de l'avance de démarrage.

A la demande de la PRMP nous avons procédé à l'actualisation du marché pour une augmentation du marché de base de 5 269 066 464 GNF soit 19,9 %.

Le maître d'œuvre est DINA sarl qui a fait les études mais n'a pas bénéficié de contrat pour ses prestations.

A notre grand étonnement, nous avons été surpris par la notification de la résiliation au détriment d'un avenant sur la base soit d'une actualisation des prix, soit une redimensionnement des ouvrages.

La résiliation a été faite sans l'avis de non objection de la DGCMP.

La nouvelle procédure initiée a été lancée en consultation restreinte avec des entreprises inconnues du BTP sans nous consulter, alors qu'il y avait la possibilité d'explorer même la sous-traitance ou ouvrir carrément la concurrence à tous.

LES MOTIFS DONNES PAR LES REPRESENTANTS DU MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Monsieur Paul Zogbélemou, PRMP du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale a déclaré que :

Au plan de l'historique du projet portant sur la renovation et l'extension de l'ex ministère de la Coopération Internationale en R+6.

En appel d'offres restreint les entreprises suivantes ont été appelées à prendre part à cet appel d'offres :

(Signatures)

4

- Africa Germany sarl;
- Capital sarl;
- Djura Maritec sarl et
- Kansaréya Erbab- sau.

Le marché a été attribué à Africa Germany sarl pour un montant de TTC 26 345 654 070 GNF pour un délai d'exécution de 24 mois.

Jusqu'au 17 mars 2023 le projet était dormant.

Il a expliqué que le retard de l'exécution est dû essentiellement à :

- les différents changement institutionnels
- le manque de crédits
- les études on été réalisés entre 2013 et 2014. vu la caducité des prix contractuels, Africa Germany à réactualiser les prix dans la fourchette de 20% du marché initial.

Nous avons alors constaté que les études n'ont pas été validée par l'ACGP pour manque de recrutement du bureau d'étude et de supervision.

Les Motifs de résiliation invoqués sont :

- Le plan proposé à l'époque ne correspondait plus au besoin du Ministère ;

D'où la prise de décision de résilier ce contrat.

La demande du 08 mai 2023 a suivi la procédure régulière adressée à la DGCMP qui a donné son ANO le 17 Mai 2023.

Le 02 juin 2021 nous avons notifié à l'Entreprise la résiliation de son contrat.

Le 06 juillet 2023, nous avons adressé au MEF une demande d'autorisation à relancer le marché sur appels d'offres restreint et le 27 juillet, le Ministre des finances a donné l'autorisation de passer le marché par la procédure sollicitée.

Les raisons à usiter de cette procédure qui ont motivé cette démarche sont :

- le retard accusé dans la mise en œuvre du projet ;
- l'urgence en termes de l'acquisitions des bureaux dont les loyers dus annuellement s'élèvent environ à 13 Milliards de francs guinéens.

Le 12 Aout 2023, le DAO a été transmis à la DGCMP et le 29 Aout 2023, l'Avis de Non Objection a été obtenu.

L'avis de manifestation d'intérêt a été publié sur :

- le Journal des Appels d'Offres (JAO);
- journal Horoya ;

Handwritten signature and initials
 5

- le journal le Régional, et
- sur les sites web de l'ARMP et du Ministère.

Suite au recours exercé par AFRICA GERMANY, nous avons reçu la mesure conservatoire de suspendre la procédure jusqu'à décision être rendue par l'ARMP.

LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP)

Le représentant de la DGCMP, Monsieur Almamy Malick Sylla, Chef de Division par intérim DAGAS à la DGCMP, a donné sa version des faits comme suit:

C'est un dossier que nous avons reçu pour une résiliation aux motifs que les études qui ont été faites depuis près de 10 ans, les prix afférents sont devenus caducs.

Nous avons noté que le contrat signé en 2018 ne comportait pas la clause d'actualisation des prix.

Le bureau d'études pour la supervision des travaux n'a pas été recruté.

Par manque de crédits disponibles l'entreprise n'a pas reçu l'avance de démarrage.

Suite au changement institutionnel, le maître d'ouvrage pour nécessité de service a demandé à redimensionner les travaux.

Pour ces motifs, la DGCMP a donné :

- l'avis de non objection pour la résiliation du marché n°2018/204/1/1/2/1/2/029;
- l'avis de non objection pour la reprise de la procédure en appel d'offres restreint.

II.2 EXAMEN DU LITIGE :

Il résulte des faits et des moyens qui sous-tendent le cas d'espèce, d'une part un recours contentieux relatif à la résiliation d'un marché et d'autre part une dénonciation de reprise de la procédure de passation concernant le même objet du marché résilié.

SUR LE FOND

Le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions sur la base des éléments et informations fournis par les parties constate que :

- Les stipulations relatives au montant d'un marché public ne peuvent être modifiées que par voie d'avenant et dans la limite de vingt (20) pour cent de la valeur totale

[Signature]

6

du marché de base, augmenté des montants issus de l'application éventuelle des clauses d'actualisation ou de révision du marché (article 112 al 1).

- Lorsque la modification envisagée porte sur des quantités de travaux supérieures à celles fixées au présent article (article 112 al 1 du CMP), **il doit être passé un nouveau marché.**
- L'actualisation du marché pour une augmentation du marché de base de 5 269 066 464 GNF soit 19,9 % proposée par AFRICA GERMANY n'est pas l'œuvre d'un cabinet indépendant.
- La réactualisation des prix ne figurant pas dans le contrat, il n'y a donc pas lieu d'y procéder.

III- CONCLUSION

Considérant que: les motifs évoqués par l'autorité contractante ont été jugés suffisants par la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics pour donner son avis de non objection sur la résiliation sollicitée;

Considérant que: dans le cas d'espèce l'actualisation du marché de base ne refléterait pas la vérité des prix en raison du redimensionnement de l'ouvrage qui passe d'un bâtiment R+6 à un bâtiment R+8, d'où le changement significatif du volume des travaux supérieur à la limite autorisée.



Considérant que : conformément aux dispositions de l'article 131 du CMP la procédure de résiliation a été respectée;

Considérant que: conformément aux dispositions de l'article 28 al 4 du CMP, la procédure de relance de la procédure de passation a également été respectée par l'autorité contractante.

Considérant que: les études ont été effectuées entre 2013- 2014 et ne correspondent plus aux besoins du Ministère;

Par ces motifs, le Comité de Règlement des Différends et des Sanctions décide:

- De recevoir le recours en la forme ;
- De prononcer la résiliation du contrat,
- D'ordonner le dédommagement de l'entreprise AFRICA GERMANY pour la somme de **quatre cent soixante millions cinq cent trente-six mille trois cent neuf (460 536 309 GNF)**
- De debouter le requérant du reste de ses prétentions ;

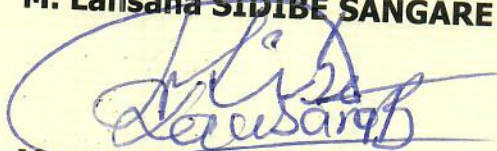
 

- De Lever la mesure conservatoire et ordonner la poursuite de la procédure mise en cause.

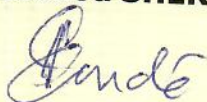
Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A L'ARTICLE 20 DU DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

M. Lansana SIDIBE SANGARE



Me Bassekou SHEK CONDE



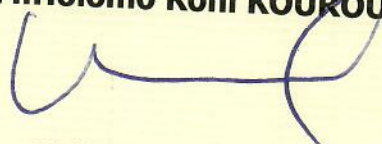
M. Ibrahima Sory SACKO



M. Moussa SANGARE



M. Holomo Koni KOUROUMA



M. Moussa Iboun CONTE



LE PRESIDENT



M. Sidi Mouctar DICKO